

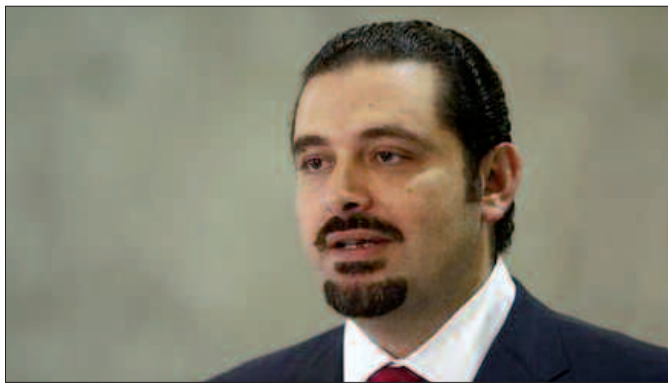
## LIBAN

Bataille pour la nomination  
d'un Premier ministre

*Les forces politiques rivales au Liban étaient engagées hier dans une épreuve de force en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, au moment où la France proposait la création d'un «groupe de contact» pour sortir le pays de la dernière crise politique en date.*

Le président Michel Sleimane doit entamer lundi des consultations avec les groupes parlementaires pour nommer un nouveau Premier ministre, après la chute du gouvernement de Saâd Hariri, provoquée par la démission en masse des ministres du camp du puissant mouvement chiite armé Hezbollah. Cette nouvelle crise a pour origine le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'identifier et juger les responsables de l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri en 2005, une instance que conteste le Hezbollah car elle cherche, selon lui, à mettre en cause son mouvement. Le Hezbollah, bête noire des Etats-Unis, fait depuis des mois pression sur Saâd Hariri, fils de Rafic, pour qu'il désavoue le TSL, ce que ce dernier refuse. M. Hariri, rentré au pays hier après une semaine de consultations internationales, n'a pas encore réagi aux démissions annoncées mercredi dernier au moment où il rencontrait à Washington le président Barack Obama. Il s'est ensuite entretenu avec le président

français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Ce bras de fer, qui inquiète la communauté internationale, fait craindre une résurgence des violences dans ce pays miné par les crises à répétition, tant les divergences entre les forces politiques sont profondes. Selon un diplomate européen à Beyrouth, la France cherche à mettre en place un «groupe de contact» pour négocier une solution à la crise. Il «comprendrait la Syrie, l'Arabie saoudite, la France, les Etats-Unis, le Qatar et la Turquie et peut-être d'autres pays proches du dossier libanais» et se réunirait hors du Liban, a-t-il dit. Cette idée a été discutée à Paris par M. Sarkozy et M. Hariri, appuyé par l'Occident. Interrogé, le ministère français des Affaires étrangères s'est refusé à tout commentaire. Des responsables libanais ont aussi évoqué la possibilité de raviver la médiation de la Syrie, un allié du Hezbollah, et de l'Arabie saoudite, un soutien de M. Hariri, après l'échec des deux pays à trouver un compromis. «Si les deux camps (libanais)



Le Premier ministre Saâd Hariri.

favorisent toujours le cadre de cette médiation, alors personne ne pourra concurrencer Hariri» pour le poste de Premier ministre, a indiqué à l'AFP un responsable proche du Hezbollah. «Mais s'ils dévient de cette médiation, alors toutes les options sont ouvertes». Selon d'autres responsables, un marché inclurait une promesse du Hezbollah de ne pas recourir à la violence en échange d'un rejet par M. Hariri des accusations du TSL. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui a averti qu'il ne resterait pas les bras croisés si des membres de son mouvement étaient mis en cause par le TSL, doit se prononcer publiquement sur la crise prochainement. Le Hezbollah a dit vouloir proposer comme Premier ministre un leader «connu pour son soutien à la résistance», c'est-à-dire le

Hezbollah, sans avancer de nom. «Nous nous réunirons demain pour prendre la décision appropriée», a déclaré à l'AFP le député Abbas Hachem, proche du Hezbollah. D'après les experts, c'est le groupe parlementaire du leader druze Walid Joumblatt qui pourrait faire pencher la balance en faveur ou non de Saâd Hariri, dont il était l'un des plus proches alliés avant de s'en démarquer. Pour un conseiller de M. Hariri, Ghattas Khoury, «tout ce qui se dit sur la nomination de quelqu'un d'autre (que Hariri) est un stratagème pour intimider Hariri (...) et le contraindre à accepter leurs conditions». «Il est demandé à Hariri de renoncer au tribunal et de rejeter l'acte d'accusation, avant même que ce dernier ne soit publié. Cela ne se produira pas».

## FRANCE

Marine Le Pen doit succéder à son père  
à la tête de l'extrême droite

*Le chef historique de l'extrême droite française, Jean-Marie Le Pen, 82 ans, doit transmettre ce week-end le flambeau à sa fille Marine, lors d'un congrès du Front national (FN) au moment où ses positions anti-immigration connaissent un regain d'influence en Europe.*

Le FN, qui s'apprête ainsi à tourner une page de 40 ans d'histoire, procédait hier au dépouillement du vote de ses 23 000 à 24 000 adhérents revendiqués. La benjamine des filles Le Pen, Marine, grande femme blonde énergique de 42 ans qui a reçu le soutien de son père, part largement favorite face à son seul opposant, Bruno Gollnisch, un universitaire de 60 ans, député européen et membre historique du parti qui a le soutien des courants les plus radicaux, comme les catholiques intégristes. Le résultat devait être connu dès hier soir par les dirigeants du parti, mais la proclamation officielle a été fixée à demain matin, à condition que rien ne «fuite» d'ici-là.

Depuis la création du parti en 1972, c'est la première fois que le président du FN est élu par un vote des adhérents, Jean-Marie Le Pen ayant toujours été reconduit par acclamation lors des congrès successifs. Marine Le Pen se refusait hier à considérer la partie

gagnée. «Il y a toujours un aléa dans la démocratie (...), vous aurez le résultat dimanche matin», a-t-elle dit sur Radio Classique. Même message de la part de Bruno Gollnisch : «Je pense que rien n'est encore joué», a-t-il dit, sur RFI, tout en s'interrogeant sur «l'impact du déséquilibre (médiatique)» au profit de sa rivale.

L'ancienne avocate s'est en effet imposée ces derniers mois sur le devant de la scène politique, battant des records d'audience à la télévision, avec un talent oratoire qui rappelle celui de son père. Les sondages d'intention de vote lui donnent jusqu'à 18% (enquête CSA parue vendredi) pour le premier tour de la présidentielle de 2012, où elle espère rééditer la performance de son père qui avait atteint le second tour en 2002 face à Jacques Chirac. A cette fin, elle a repris à son compte les recettes qui ont fait le succès du «lépénisme» : rejet de l'immigration, retour de la peine de mort, dénonciation de la «caste politique» ou des «eurocrates» de Bruxelles. Avec le Suédois Jimmie Aekesson, le Hongrois Gabor Vona ou le Néerlandais Geert Wilders, elle incarne le nouveau visage d'une extrême droite européenne qui surfe sur repli identitaire et rejet de l'islam. Cette mère de trois enfants, deux fois divorcée veut aussi apparaître

comme une «femme moderne» et laïque. Et même si elle est visée par une enquête pour «incitation à la haine raciale» pour avoir comparé les prières de musulmans dans les rue de certains quartiers à l'Occupation allemande, elle tente de normaliser l'image du parti. «L'inscription du FN dans le paysage politique français, après trente-huit ans d'existence, s'est améliorée», constate dans *Le Monde* le politologue Pascal Perrineau, citant un sondage TNS Sofres selon lequel 37% des personnes considèrent que le FN «n'est pas un danger pour la démocratie», alors qu'elles étaient 26% en mai 2002.

Mais à droite et à gauche, les politiques affirment ne pas croire à une version édulcorée du Front national. «Ce ne sera pas du Le Pen light», a estimé la ministre chargée de l'Apprentissage Nadine Morano. «Le Front national va rester le Front national», il «va juste simplement changer de prénom», a-t-elle ajouté. «Je dis danger (...) parce que Marine Le Pen a des habits qui laisseraient à penser qu'elle n'est pas d'extrême droite», a déclaré le porte-parole de l'opposition socialiste Benoît Hamon, jugeant «la droitisation de la politique» menée par Nicolas Sarkozy responsable de «la réémergence du FN» dans les sondages.

## VATICAN

Jean-Paul II béatifié  
dans l'année, six ans  
après sa mort

*Le pape Benoît XVI a ouvert la voie hier à la béatification le 1<sup>er</sup> mai de son très populaire prédécesseur Jean-Paul II, répondant aux attentes des nombreux fidèles qui avaient réclamé sa sanctification immédiate dès le jour de ses obsèques.*

L'annonce de la prochaine béatification, étape avant une éventuelle canonisation, a été immédiatement saluée dans sa terre natale. Le chef historique du syndicat polonais Solidarité Lech Walesa, catholique fervent, s'est déclaré à l'AFP «doublement heureux» : parce qu'«un saint homme de son vivant deviendra officiellement un saint» et «que nous aurons enfin un saint de notre époque». L'archevêque de Cracovie Stanislaw Dziwisz, ancien secrétaire et ami personnel de Jean-Paul II, a exprimé sa «grande joie» au nom «de toute la Pologne». Mais les victimes de prêtres pédophiles ont dénoncé cette «hâte à honorer» Jean-Paul II, le «pape sous le règne duquel la plupart des abus sexuels par des prêtres et leur camouflage ont eu lieu», a déclaré Barbara Dorris, du Survivor network of those abused by priests (SNAP), dans un communiqué. Le charismatique et médiatique pape polonais battra le record de mère Teresa, en devenant bienheureux six ans et un mois après sa mort. Cette reconnaissance est réservée par l'Eglise catholique aux défunts remarquables qu'elle veut donner en exemple aux chrétiens. La procédure concernant Jean-Paul II, pape durant plus d'un quart de siècle, avait été lancée très rapidement après son décès le 2 avril 2005.

Dérogeant à la règle des cinq ans, Benoît XVI l'avait lancée deux mois après la mort de son prédécesseur. Lors de ses obsèques, de très nombreux fidèles avaient crié : «Santo subito !» («Saint tout de suite»). Le processus a également suivi un «rythme préférentiel», la cause étant traitée «avec plus de rapidité et sans retard» par rapport aux autres, a indiqué à la presse le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, tout en soulignant que «tous les pas requis par la législation ont été respectés». La date du 1<sup>er</sup> mai 2011 a été choisie car elle correspond cette année au premier dimanche après Pâques, déclaré jour de la Divine miséricorde pour toute l'Eglise par Jean-Paul II lui-même en 2000. Le père Lombardi a également mis en avant que le carême, temps de pénitence pour l'Eglise qui commémore les 40 jours de jeûne du Christ dans le désert, «n'était pas la période idéale» pour une cérémonie «joyeuse», ce qui excluait de faire coïncider béatification et anniversaire de la mort de Jean-Paul II. C'est Benoît XVI lui-même qui présidera la cérémonie à la basilique Saint-Pierre. Une fois béatifié, le pape polonais reposera, selon la tradition, dans la basilique Saint-Pierre, où une simple plaque de marbre portera l'inscription «Bienheureux Jean-Paul II». Des travaux sont déjà en cours dans la chapelle Saint-Sébastien, située entre celle de la Pietà de Michel-Ange et celle du Saint-Sacrement, où son corps sera transféré directement, sans être exhumé, depuis la crypte où il se trouve actuellement. Benoît XVI a signé le décret validant le miracle attribué à Jean-Paul II après avoir reçu Mgr Angelo Amato, préfet de la congrégation pour la Cause des saints, l'organe de la curie qui a validé mardi dernier à l'unanimité le miracle requis. A ainsi été reconnu comme «miraculeuse» la guérison de la sœur française Marie Simon-Pierre, aujourd'hui âgée de 50 ans, de la maladie de Parkinson, dont Jean-Paul II, décédé à l'âge de 84 ans, avait lui-même souffert. Une fois béatifié, pour que le pape polonais devienne saint, il faudra qu'un second miracle lui soit attribué.